

John McCain, le chef d'orchestre du « printemps arabe », et le Calife

par Thierry Meyssan

Chacun a remarqué la contradiction de ceux qui qualifiaient récemment l'Émirat islamique de « combattants de la liberté » en Syrie et s'indignent aujourd'hui de ses exactions en Irak. Mais si ce discours est incohérent en soi, il est parfaitement logique au plan stratégique : les mêmes individus devaient être présentés comme des alliés hier et doivent l'être comme des ennemis aujourd'hui, même s'ils sont toujours aux ordres de Washington. Thierry Meyssan révèle les dessous de la politique US à travers le cas particulier du sénateur John McCain, chef d'orchestre du « printemps arabe » et interlocuteur de longue date du Calife Ibrahim.

RÉSEAU VOLTAIRE | DAMAS (SYRIE) | 18 AOÛT 2014

ITALIANO PORTUGUÊS TÜRKÇE DEUTSCH فارسی ESPAÑOL ENGLISH



**Barack Obama et John McCain
sont-ils des adversaires politiques
comme ils le prétendent ou
collaborent-ils ensemble à la
stratégie impérialiste de leur pays ?**

John McCain est connu comme le chef de file des républicains, candidat malheureux à la présidence états-unienne, en 2008.

Ce n'est, nous le verrons, que la partie de sa biographie réelle, celle qui lui sert de couverture pour conduire des actions secrètes au nom de son gouvernement.

Lorsque j'étais en Libye durant l'attaque « occidentale », j'ai pu consulter un rapport des services de renseignement extérieur. On pouvait y lire que l'Otan a organisé, le 4 février 2011 au Caire, une réunion pour lancer le « printemps arabe » en Libye et en Syrie. Selon ce document, elle était présidée par John McCain. Le rapport détaillait la liste des participants libyens, dont la délégation était conduite par le numéro 2 du gouvernement de l'époque, Mahmoud Jibril, ayant brusquement changé de bord à l'entrée de cette réunion pour devenir le chef de l'opposition en exil. Je me souviens que, parmi les délégués français présents, le rapport citait Bernard-Henry Lévy, bien qu'officiellement celui-ci n'ait jamais exercé de fonction au sein du gouvernement français. Bien d'autres personnalités participaient à ce symposium, dont une forte délégation de Syriens vivant à l'étranger.

Au sortir de cette réunion, le mystérieux compte Facebook *Syrian Revolution 2011* appela à manifester devant le Conseil du Peuple (Assemblée nationale) à Damas, le 11 février. Bien que ce compte prétendait à l'époque avoir plus de 40 000 *followers*, seule une douzaine de personnes répondirent à son appel devant les flashes des photographes et des centaines de policiers. La manifestation se dispersa pacifiquement et les heurts ne débutèrent que plus d'un mois plus tard à Deraa [1]

Le 16 février 2011, une manifestation qui se déroulait à Benghazi à la mémoire des membres du Groupe islamique combattant en Libye [2] massacrés en 1996 à la prison d'Abou Selim dégénéra en fusillade. Le lendemain, une seconde manifestation, cette fois à la mémoire des personnes mortes en attaquant le consulat du Danemark à l'occasion des caricatures de Mahomet, dégénérait également en fusillade. Au même moment, des membres du Groupe islamique combattant en Libye venus d'Égypte encadrés par des individus cagoulés et non-identifiés attaquaient simultanément quatre bases militaires dans quatre villes différentes. À l'issue de trois jours de combats et d'atrocités, les émeutiers lancèrent le

soulèvement de la Cyrénaïque contre la Tripolitaine [3] ; une attaque terroriste que la presse occidentale présenta mensongèrement comme une « révolution démocratique » contre « le régime » de Mouamar el-Kadhafi.

Le 22 février, John McCain était au Liban. Il y rencontra des membres du Courant du Futur (le parti de Saad Hariri) qu'il chargea de superviser les transferts d'armes en Syrie autour du député Okab Sakr [4]. Puis, quittant Beyrouth, il inspecta la frontière syrienne et choisit les villages, notamment Ersal, qui devaient servir de base-arrière aux mercenaires lors de la guerre à venir.

Les réunions présidées par John McCain ont été clairement le moment de déclenchement d'un plan prévu de longue date par Washington ; plan qui prévoyait de faire attaquer la Libye et la Syrie simultanément par le Royaume-uni et la France, conformément à la doctrine du « leadership par l'arrière » et à l'annexe du Traité de Lancaster House de novembre 2010 [5]

Le voyage illégal en Syrie, de mai 2013

En mai 2013, le sénateur John McCain se rendait illégalement près d'Idleb en Syrie, via la Turquie, pour y rencontrer des leaders de l'« opposition armée ». Son voyage n'était rendu public qu'à son retour à Washington [6].

Ce déplacement avait été organisé par la *Syrian Emergency Task Force* qui, contrairement à son intitulé, est une organisation sioniste dirigée par un employé palestinien de l'AIPAC [7]



John McCain en Syrie. Au premier plan à droite, on reconnaît le directeur de la Syrian Emergency

Task Force. Dans l'embrasure de la porte, au centre, Mohammad Nour.

Sur les photographies diffusées alors, on remarquait la présence de Mohammad Nour, porte-parole de la Brigade Tempête du Nord (du Front Al-Nosra, c'est-à-dire d'Al-Qaïda en Syrie), qui avait enlevé et détenait 11 pèlerins chiites libanais à Azaz [8]. Interrogé sur sa proximité avec des preneurs d'otages membres d'Al-Qaïda, le sénateur affirma ne pas connaître Mohammad Nour qui se serait invité de sa propre initiative sur cette photo.

L'affaire fit grand bruit et les familles des pèlerins enlevés portèrent plainte devant la justice libanaise contre le sénateur McCain pour complicité d'enlèvement. En définitive, un accord intervint et les pèlerins furent libérés.

Supposons que le sénateur McCain ait dit la vérité et qu'il ait été abusé par Mohammad Nour. L'objet de son voyage illégal en Syrie était de rencontrer l'état-major de l'Armée syrienne libre. Selon lui, cette organisation était composée « exclusivement de Syriens » combattant pour « leur liberté » face à la « dictature alouite (sic). Les organisateurs du voyage ont publié cette photographie pour attester de la rencontre.



John McCain et l'état-major de l'Armée syrienne libre. Au premier plan à gauche, Ibrahim al-Badri, avec lequel le sénateur est en train de discuter. Juste après, le brigadier général Salim Idriss (avec des lunettes).

Si l'on peut y voir le brigadier-général Salem Idriss, chef de l'Armée syrienne libre, on peut aussi y voir Ibrahim al-Badri (au premier plan, sur la gauche) avec lequel le sénateur est en train de discuter. De retour de ce voyage surprise, John McCain, affirma que tous les responsables de l'Armée syrienne libre sont des « modérés auxquels on peut faire confiance » (sic).



Or, depuis le 4 octobre 2011, Ibrahim al-Badri, alias Abu Du'a, figurait en sur la liste des cinq terroristes les plus recherchés par les États-Unis (Rewards for Justice). Une prime pouvant aller jusqu'à 10 millions de dollars était offerte à qui aiderait à sa capture [9]. Le lendemain, 5 octobre 2011, Ibrahim al-Badri était porté sur la liste du Comité des sanctions de l'Onu comme membre d'Al-Qaïda [10]

En outre, un mois avant de recevoir le sénateur McCain, Ibrahim al-Badri, sous le nom de guerre d'Abou Bakr Al-Baghdadi, créa l'État islamique en Irak et au Levant (ÉIIL) —tout en appartenant toujours à l'état-major de la très « modérée » Armée syrienne libre—. Il revendiqua l'attaque des prisons de Taj et d'Abou Graïb en Irak, dont il fit évader entre 500 et 1 000 jihadistes qui rejoignirent son organisation. Cette attaque était coordonnée avec d'autres opérations presque simultanées dans huit autres pays. Chaque fois, les jihadistes évadés rejoignirent des organisations combattantes en Syrie. Cette affaire est tellement étrange qu'Interpol émit une note et requit l'assistance des 190 pays membres [11].

Pour ma part, j'ai toujours affirmé qu'il n'y avait sur le terrain aucune différence entre l'Armée syrienne libre, le Front Al-Nosra, l'Émirat islamique etc... Toutes ces organisations sont composées des mêmes individus qui changent en permanence de drapeau. Lorsqu'ils se revendiquent de l'Armée syrienne libre, ils arborent le drapeau de la colonisation française et ne parlent que de renverser le « chien Bachar ». Quand ils déclarent appartenir au Front Al-Nosra, ils portent le drapeau d'Al-Qaïda et déclarent étendre leur islam dans le monde. Enfin quand ils se disent de l'Émirat

islamique, ils brandissent désormais le drapeau du Califat et annoncent qu'ils nettoieront la région de tous les infidèles. Mais quelle que soit leur étiquette, ils procèdent aux mêmes exactions : viols, tortures, décapitations, crucifixions.

Pourtant, ni le sénateur McCain, ni ses accompagnateurs de la *Syrian Emergency Task Force* n'ont fourni au département d'État les informations en leur possession sur Ibrahim al-Badri et n'ont demandé à toucher cette prime. Ils n'ont pas non plus informé le Comité anti-terroriste de l'Onu.

Dans aucun pays au monde, quel que soit son régime politique, on n'accepterait que le leader de l'opposition soit en contact direct, amical et public, avec un très dangereux terroriste que l'on recherche.

Qui est donc le sénateur McCain ?

Mais John McCain n'est pas simplement le leader de l'opposition politique au président Obama, il est aussi un de ses hauts-fonctionnaires !

Il est en effet président de l'International Republican Institute (IRI), la branche républicaine de la NED/CIA [12], depuis janvier 1993. Cette prétendue « ONG » a été officiellement créée par le président Ronald Reagan pour étendre certaines activités de la CIA, en relation avec les services secrets britanniques, canadiens et australiens. Contrairement à ses allégations, il s'agit bien d'une agence inter-gouvernementale. Son budget est voté par le Congrès dans une ligne budgétaire dépendante du secrétariat d'État.

C'est d'ailleurs parce que c'est une agence conjointe des services secrets anglo-saxons que plusieurs États dans le monde lui interdisent toute activité sur leur territoire.



Accusés d'avoir préparé le renversement du président Hosni Moubarak pour le compte des Frères musulmans, les deux employés de l'International Republican Institute (IRI) au Caire, John Tomlaszewski (second à droite) et Sam LaHood (le fils du secrétaire aux Transports américano-libanais, le démocrate Ray LaHood) (second à gauche) se sont réfugiés à l'ambassade des États-Unis. Les voici aux côtés des sénateurs John McCain et Lindsey Graham lors de la réunion préparatoire du « printemps arabe » en Libye et en Syrie. Ils seront libérés par le Frère Mohamed Morsi lorsqu'il deviendra président.

La liste des interventions de John McCain pour le compte du département d'État est impressionnante. Il a participé à toutes les révolutions colorées des vingt dernières années.

Pour ne prendre que quelques exemples, toujours au nom de la « démocratie », il a préparé le coup d'État manqué contre le président constitutionnel Hugo Chávez au Venezuela [13], le renversement du président constitutionnel Jean-Bertrand Aristide en Haïti [14], la tentative de renversement du président constitutionnel Mwai Kibaki au Kenya [15] et, plus récemment, celui du président constitutionnel ukrainien, Viktor Ianoukovytch.

Dans n'importe quel État au monde, lorsqu'un citoyen prend une initiative pour renverser le régime d'un autre État, il peut être félicité s'il y parvient et que le nouveau régime se montre un allié, mais il sera sévèrement condamné si ses initiatives ont des conséquences néfastes pour son propre pays. Or, jamais le sénateur McCain n'a été inquiété pour ses agissements anti-démocratiques dans les États où il a échoué et qui se sont

retournés contre Washington. Au Venezuela par exemple. C'est que pour les États-Unis, John McCain n'est pas un traître, mais un agent.

Et un agent qui dispose de la meilleure couverture imaginable : il est l'opposant officiel de Barack Obama. À ce titre, il peut voyager n'importe où dans le monde (il est le sénateur états-unien qui voyage le plus) et rencontrer qui il veut sans crainte. Si ses interlocuteurs approuvent la politique de Washington, il leur promet de la continuer, s'ils la combattent, il en charge la responsabilité sur le président Obama.

John McCain est connu pour avoir été prisonnier de guerre au Vietnam, durant 5 ans et y avoir été torturé. Il fut victime d'un programme visant non pas à arracher des renseignements, mais à inculquer un discours. Il s'agissait de transformer sa personnalité pour qu'il fasse des déclarations contre son propre pays. Ce programme, étudié à partir de l'exemple coréen pour la Rand Corporation par le professeur Albert D. Biderman, a servi de base aux recherches conduites à Guantánamo et ailleurs par le docteur Martin Seligman [16]. Appliqué sous George W. Bush à plus de 80 000 prisonniers, il a permis de transformer plusieurs d'entre eux pour en faire de vrais combattants au service de Washington. John McCain, qui avait craqué au Vietnam, le comprend donc parfaitement. il sait comment manipuler sans état d'âme les jihadistes.

Quelle est la stratégie états-unienne avec les jihadistes au Levant ?

En 1990, les États-Unis ont décidé de détruire leur ancien allié irakien. Après avoir laissé entendre au président Saddam Hussein qu'ils considéreraient l'attaque du Koweït comme une affaire intérieure irakienne, ils ont prétexté de cette attaque pour mobiliser une vaste coalition contre l'Irak. Cependant, du fait de l'opposition de l'URSS, ils ne renversèrent pas le régime, mais se contentèrent d'administrer la zone de non-survol.

En 2003, l'opposition de la France ne fut pas suffisante pour contrebalancer l'influence du Comité pour la libération de l'Irak. Les États-Unis attaquèrent à nouveau le pays et renversèrent cette fois le président Hussein. Bien sûr, John McCain était un des principaux responsables du Comité. Après avoir confié pendant un an à une société privée le soin de piller le pays [17], ils tentèrent de partitionner le pays en trois États distincts, mais durent y renoncer devant la résistance de la population. Ils tentèrent une nouvelle fois en 2007, autour de la résolution Biden–Brownback, mais là encore échouèrent [18]. D'où la stratégie actuelle qui tente d'y parvenir au moyen d'un acteur non-étatique : l'Émirat islamique.



Dans ce document, publié en septembre 2013, l'ambassadeur du Qatar à Tripoli informe son ministère qu'un groupe de 1800 Africains a été formé au jihad en Libye. Il propose de les acheminer par trois groupes en Turquie pour qu'ils rejoignent l'Émirat islamique en Syrie.

L'opération a été préparée de longue date, avant même la rencontre de John McCain avec Ibrahim al-Badri. Ainsi, des correspondances internes du ministère qatari des Affaires étrangères, publiées par mes amis James et Joanne Moriarty [19] montrent que 5 000 jihadistes ont été formés aux frais du Qatar, dans la Libye de l'Otan en 2012, et que 2,5 millions de dollars ont été versés à la même époque au futur Calife.

En janvier 2014, le Congrès des États-Unis a tenu une séance secrète au cours de laquelle il a voté, en violation du droit international, le financement jusqu'à septembre 2014 du Front Al-Nosra (Al-Qaïda) et de l'Émirat islamique en Irak et au Levant [20]. Bien que l'on ignore avec précision ce qui a été vraiment convenu lors de cette séance révélée par l'agence britannique Reuters [21], et qu'aucun média états-unien n'a osé passer outre la

censure, il est hautement probable que la loi comporte un volet sur l'armement et la formation des jihadistes.

Fière de ce financement états-unien, l'Arabie saoudite a revendiqué sur sa chaîne de télévision publique, *Al-Arabiya*, que l'Émirat islamique était placé sous l'autorité du prince Abdul Rahman al-Faiçal, frère du prince Saoud al-Faiçal (ministre des Affaires étrangères) et du prince Turki al-Faiçal (ambassadeur

d'Arabie saoudite aux États-Unis et au Royaume-Uni) [22].

L'Émirat islamique représente une nouvelle étape dans le mercenariat. À la différence des groupes jihadistes qui se battirent en Afghanistan, en Bosnie-Herzégovine et en Tchétchénie autour d'Oussama Ben Laden, il ne forme pas une force supplétive, mais bien une armée en soi. À la différence des groupes précédents en Irak, en Libye et en Syrie, autour du prince Bandar Ben Sultan, ils disposent de services intégrés de communication sophistiqués qui appellent à le rejoindre, et d'administrateurs civils, formés dans de grandes écoles occidentales, capables de prendre en main instantanément l'administration d'un territoire.

Des armes ukrainiennes flambant neuves ont été achetées par l'Arabie saoudite et convoyées par les services secrets turcs qui les a remises à l'Émirat islamique. Les derniers détails ont été coordonnés avec la famille Barzani lors d'une réunion des groupes jihadistes à Aman, le 1er juin 2014 [23]. L'attaque conjointe de l'Irak par l'Émirat islamique et le Gouvernement régional du Kurdistan a débuté quatre jours plus tard. L'Émirat islamique s'est emparé de la partie sunnite du pays, tandis que le Gouvernement régional du Kurdistan agrandissait son territoire de plus de 40 %. Fuyant les atrocités des jihadistes, les minorités religieuses quittaient la zone sunnite, préparant ainsi la voie à la partition du pays en trois.

Violant l'accord de défense irako-US, le Pentagone n'intervenait pas et laissait l'Émirat islamique poursuivre sa conquête et ses massacres. Un mois plus tard, alors que les peshmergas du Gouvernement régional kurde s'étaient repliés sans livrer bataille, et lorsque l'émotion de l'opinion publique mondiale devint trop forte, le président Obama donna l'ordre de bombarder des positions de l'Émirat islamique. Cependant, selon le général William Mayville, directeur des opérations à l'état-major, « Ces bombardements sont peu susceptibles d'affecter les capacités globales de l'Émirat islamique ou ses activités dans d'autres régions de l'Irak ou de la Syrie » [24]. À l'évidence, ils ne visent pas à détruire l'armée jihadiste, mais uniquement à veiller à ce que chaque acteur ne déborde pas du territoire qui lui a été assigné. Au

demeurant, pour le moment, ils sont purement symboliques et n'ont détruit qu'une poignée de véhicules. C'est en définitive l'intervention des kurdes du PKK turc et syrien qui a stoppé la progression de l'Émirat islamique et ouvert un corridor permettant aux populations civiles d'échapper au massacre.

De nombreuses intox circulent à propos de l'Émirat islamique et de son calife. Le quotidien *Gulf Daily News* a prétendu qu'Edward Snowden avait fait des révélations à son sujet [25]. Or, vérification faite, l'ancien espion états-unien n'a rien publié à ce sujet. *Gulf Daily News* est édité au Bahrein, un État occupé par les troupes saoudiennes. L'article vise uniquement à dédouaner l'Arabie saoudite et le prince Abdul Rahman al-Faiçal de leurs responsabilités.

L'Émirat islamique est comparable aux armées mercenaires du XVIe siècle européen. Celles-ci menaient des guerres de religion pour le compte des seigneurs qui les payaient, parfois dans un camp, parfois dans un autre. Le Calife Ibrahim est un condottière moderne. Bien qu'il soit aux ordres du prince Abdul Rahman (membre du clan des Sudeiris), il ne serait pas étonnant qu'il poursuive son épopée en Arabie saoudite (après un bref détour au Liban, voire au Koweït) et tranche ainsi la succession royale en favorisant le clan des Sudeiris contre le prince Mithab (fils et non pas frère du roi Abdallah).

John McCain et le Calife

Dans la dernière livraison de son magazine, l'Émirat islamique a consacré deux pages à dénoncer le sénateur John McCain comme « l'ennemi » et « le croisé », rappelant son soutien à l'invasion états-unienne de l'Irak. De peur que cette accusation reste inconnue aux États-Unis, le sénateur a immédiatement publié un communiqué qualifiant l'Émirat de « plus dangereux groupe terroriste islamiste dans le monde » [26].



Ibrahim al-Badri,
alias Abu Du'a,
alias Abou Bakr
Al-Baghdadi,
alias Calife
Ibrahim,
mercenaire du

Cette polémique n'est là que pour distraire la galerie. On aimerait y croire... s'il n'y avait cette photographie de mai 2013.

Thierry Meyssan

prince Abdul Rahman al-Faïçal, subventionné par l'Arabie saoudite, le Qatar et les États-Unis. Il peut commettre toutes les horreurs que les Conventions de Genève interdisent à des États de faire.

[1] Nous avons relayé les rapports de presse assurant que la manifestation de Deraa était une protestation après l'arrestation et la torture de lycéens ayant tagué des slogans hostiles à la République. Or, de nombreux collègues ont tenté d'établir l'identité de ces lycéens et de rencontrer leurs familles. Aucun n'y est parvenu, les seuls témoins qui se sont exprimés l'ont fait pour la presse britannique, mais de manière anonyme, donc invérifiable. Nous sommes aujourd'hui convaincus que cet événement n'a jamais existé. L'étude des documents syriens de l'époque montre que la manifestation portait en réalité sur une hausse des salaires des fonctionnaires et sur les retraites. Elle a obtenu satisfaction de la part du gouvernement. À ce moment là, aucun journal n'a parlé de ces lycéens, cette histoire n'étant inventée par *Al-Jazeera* que deux semaines plus tard.

[2] Les membres du Groupe islamique combattant en Libye, c'est-à-dire d'Al-Qaïda en Libye, avaient tenté d'assassiner Mouamar el-Kadhafi pour le compte du MI6 britannique. L'affaire fut révélée par un officier du contre-espionnage britannique, David Shyler. Cf « [David Shyler : "J'ai quitté les services secrets britanniques lorsque le MI6 a décidé de financer des associés d'Oussama Ben Laden"](#) », *Réseau Voltaire*, 18 novembre 2005.

[3] *Rapport de la Mission d'enquête sur la crise actuelle en Libye*, juin 2011.

[4] « [Un député libanais dirige le trafic d'armes vers la Syrie](#) », *Réseau Voltaire*, 5 décembre 2012.

[5] Sur ce plan, on se reportera à ma série de six émissions *10 ans de Résistance*, sur la guerre des États-Unis contre la Syrie.

[6] « [John McCain entre illégalement en Syrie](#) », *Réseau Voltaire*, 30 mai 2013.

[7] « [La Syrian Emergency Task Force, faux-nez sioniste](#) », *Réseau Voltaire*, 7 juin 2013.

[8] « [John McCain a rencontré des kidnappeurs en Syrie](#) », *Réseau Voltaire*, 1er juin 2013.

[9] "Wanted for Terrorism", Rewards for Justice Program, *Department of State*.

[10] Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1267 (1999) le 15 octobre 1999 est également connu sous le nom de « Comité des sanctions contre Al-Qaïda ». [Fiche d'inscription d'Ibrahim al-Badri](#) (cette fois avec le nom de guerre d'al-Samarrai).

[11] « [Évasions simultanées de jihadistes dans 9 pays](#) », *Réseau Voltaire*, 6 août 2013.

[12] « [La NED, vitrine légale de la CIA](#) », par Thierry Meyssan, *Odnako (Russie)*, *Réseau Voltaire*, 6 octobre 2010.

[13] « [Opération manquée au Venezuela](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 18 mai 2002.

[14] « [La CIA déstabilise Haïti](#) », « [Coup d'État en Haïti](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 14 janvier et 1er mars 2004.

[15] « [L'expérience politique africaine de Barack Obama](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 9 mars 2013.

[16] « [Le secret de Guantánamo](#) », par Thierry Meyssan, *Odnako (Russie)*, *Réseau Voltaire*, 28 octobre 2009.

[17] « [Qui gouverne l'Irak ?](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 13 mai 2004.

[18] « [La balkanisation de l'Irak](#) », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, // *Manifesto (Italie)*, *Réseau Voltaire*, 17 juin 2014.

[19] « [Official Document Qatar Embassy Tripoli Confirms Sending 1800 Islamic Extremists Trained in Libya to Fight in Syria](#) », *Libyan War The Truth*, 20 septembre 2013.

[20] « Les États-Unis, premiers financiers mondiaux du terrorisme », par Thierry Meyssan, *Al-Watan (Syrie)*, *Réseau Voltaire*, 3 février 2014.

[21] "Congress secretly approves U.S. weapons flow to 'moderate' Syrian rebels", par Mark Hosenball, *Reuters*, 27 janvier 2014.

[22] « L'ÉIL est commandé par le prince Abdul Rahman », *Réseau Voltaire*, 3 février 2014.

[23] « Révélations du PKK sur l'attaque de l'ÉIL et la création du "Kurdistan" », *Réseau Voltaire*, 8 juillet 2014.

[24] "U.S. Air Strikes Are Having a Limited Effect on ISIL", par Ben Watson, *Defense One*, 11 août 2014.

[25] « Baghdadi 'Mossad trained' », *Gulf Daily News*, 15 juillet 2014.

[26] "Statement by senator John McCain on being targeted by terrorist group ISIL as "the enemy" and "the crusader"", Cabinet de John McCain, 28 juillet 2014.

Source : « John McCain, le chef d'orchestre du « printemps arabe », et le Calife », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 18 août 2014, www.voltairenet.org/article185073.html